



FORMATIONS COURTES

INITIATION

Ref. : 8920063

Durée :
2 jours - 14 heures

Tarif :
Salarié - Entreprise : 1510
€ HT

Repas inclus

LES BASES DU DROIT DU E-COMMERCE

Sécuriser juridiquement ses applications digitales

La forte croissance du e-commerce, la digitalisation des applications a permis un développement sans précédent de la vente à distance. Dans un souci constant de renforcement de la protection du consommateur, le législateur adopte un cadre de plus en plus strict. L'adoption de la loi Hamon, la réforme du droit des contrats, la Loi pour une République Numérique et le Règlement Général Données Personnelles (RGDP) ont conduit à imposer de nouvelles obligations et des sanctions plus lourdes pour les professionnels qui devront actualiser leurs sites ainsi que leurs CGV.

OBJECTIFS

Identifier le cadre juridique du e-commerce
Cerner les obligations pesant sur le vendeur à distance
Sécuriser et optimiser ses pratiques de vente à distance en adoptant les bons réflexes juridiques

EVALUATION

Les compétences visées par cette formation font l'objet d'une évaluation.

POUR QUI ?

Responsables juridiques et juristes
Responsables commerciaux et marketing
Webmasters

PRÉREQUIS

Avoir déjà été confronté à des contrats de e-commerce

COMPÉTENCES ACQUISES

Sécuriser juridiquement ses applications digitales dans le cadre du e-commerce

PARCOURS PÉDAGOGIQUE

E-quiz amont
Présentiel
E-quiz aval

PROGRAMME

Les bases du droit du E-commerce

Identifier le cadre juridique de la vente à distance et du e-commerce

Repérer les obligations imposées par la loi " Hamon " sur la consommation

- Maîtriser les notions juridiques clés de la vente à distance : professionnel, consommateur
- Identifier les particularismes du e-commerce et de la LCEN, du RGDP et de la loi pour une République Numérique
- Lister les pré-requis avant de se lancer dans le e-commerce : les contrats informatiques indispensables, cloud computing...
- Repérer les nouvelles obligations encadrant les relations entre fournisseurs et distributeurs

Maîtriser les obligations générales et particulières pesant sur le vendeur à distance

Concevoir son site, son application en tenant compte des différentes informations précontractuelles obligatoires

- La formalisation du contrat à distance
- Les caractéristiques de la marchandise et de son prix : politique d'affichage des prix, notamment lors de soldes ou d'opérations promotionnelles
- Les mentions obligatoires prévues par la loi " Hamon "





- Bâtir ses conditions générales de vente ou de services
- Exercice d'application : rédaction des CGV adaptées au e-commerce
- Limiter sa responsabilité dans le cadre de l'exécution du contrat**
- Les modalités d'exécution de la commande
- Le délai de livraison et les paiements supplémentaires
- L'augmentation du délai de rétractation pour le consommateur
- La responsabilité du vendeur à distance : apprécier les possibilités d'exonération totale ou partielle

Étude de cas : analyse de l'articulation entre la responsabilité du vendeur et celle du transporteur

Assurer la sécurité lors du tunnel de commande

- Sécuriser et optimiser les mentions légales lors de chaque phase du process de commande
- Créer la confiance dans le site

Adopter les bons réflexes juridiques face aux consommateurs

Éviter les pratiques abusives

- Les clauses abusives : impacts de la réforme du droit des contrats, mesurer les pouvoirs du juge
- Les faux avis de consommateurs : identifier les sanctions
- Le renforcement de la protection du consommateur

Étude de cas : analyse des clauses abusives et de la jurisprudence à la suite de la réforme du droit des contrats

Différencier les méthodes licites et illicites de communication

- Différencier l'opt in et l'opt out et obtenir le consentement aux opérations de prospections : e-mailing, SMS publicitaires, bloctel
- Maîtriser la publicité sur son site internet
- Les limites à la liberté d'expression : droit de la presse, propriété intellectuelle, vie privée
- Les outils juridiques pour protéger sa e-réputation

Mesurer le renforcement des moyens d'action en matière de protection du consommateur

- Le durcissement des sanctions par la loi " Hamon "
- L'action renforcée de la DGCCRF notamment dans le cadre de bloctel
- Médiation et conciliation : définir les obligations
- Une nouvelle voie d'action en justice : l'action collective

Étude de cas : analyse de litiges transfrontaliers

Maîtriser la preuve et les enjeux de la collecte des données à caractère personnel (RGDP)

- Maîtriser le nouveau cadre issu de la loi pour une République Numérique
- Maîtriser les principaux enjeux du RGDP dans le cadre du e-commerce
- La politique de confidentialité et de gestion des cookies
- Les impacts des transferts de données personnelles hors UE : cas des États-Unis

INTERVENANTS

Garance MATHIAS
Avocat Associé
CABINET MATHIAS AVOCATS

MOYENS HUMAINS, TECHNIQUES ET PÉDAGOGIQUES

Évaluation en 3 phases : Pendant la formation : un bilan quotidien effectué par l'intervenant
À chaud : à la fin de la formation, un bilan qualité pour mesurer l'atteinte des objectifs
À froid : à J +3 mois, une évaluation du transfert des acquis en situation professionnelle

LIEUX ET DATES

À distance
23 et 24 nov. 2023

Paris
21 et 22 nov. 2022
15 et 16 mai 2023

